



# POINT DE VUE ÉDITORIAL

OLIVIER PASTRÉ \*

**L**a *Revue d'économie financière (REF)* va bientôt fêter ses 15 ans d'existence. Sur les 66 numéros de la *Revue* qui ont été publiés à ce jour, certains revêtent une importance éditoriale plus grande que d'autres. C'est clairement le cas de ce numéro consacré au thème « Johannesburg 2002 : écologie et finance ».

Ce numéro spécial de la *REF* témoigne parfaitement à la fois de la plasticité de la Science économique et de l'insatiable curiosité du Conseil d'orientation de la *Revue*. Plasticité de la Science économique : on croyait cette science fossilisée dans un dogme néo-libéral que seule la sophistication économétrique permettait de renouveler à la marge. Il n'en est rien. La langue économique n'est pas (encore) une langue morte. De nouveaux thèmes sont abordés ; de nouvelles disciplines essaient de se structurer. L'économie du développement durable, qui essaie d'intégrer le temps dans l'analyse de la croissance économique, constitue un exemple parfait de ce renouvellement de la Science économique. Dieu sait que le concept est encore flou ; Dieu sait que les instruments de mesure sont, pour certains d'entre eux au moins, encore très archaïques. Il n'empêche : les séries statistiques commencent à s'accumuler ; les enchaînements logiques commencent à donner lieu à débat et, donc, à se perfectionner. Une micro-discipline nouvelle est ainsi en train de se structurer. Quel qu'en soit le devenir, ces balbutiements théoriques, porteurs peut-être de critiques radicales, se doivent d'être encouragés.

C'est là qu'il convient de rendre un hommage, même discret, à la clairvoyance et à l'ouverture d'esprit du Conseil d'orientation de la *REF* qui définit la politique éditoriale de la *Revue*. Ce Conseil est composé de personnalités que leurs responsabilités professionnelles pourraient inciter au conformisme. Il n'en est rien. En matière de clairvoyance, le Conseil a su, à de nombreuses reprises (et malgré la « lenteur » éditoriale inhérente à toute publication académique : dans le meilleur des cas, un an s'écoule entre la conception d'un numéro spécial et sa publication),

---

\* Directeur scientifique de la *Revue d'économie financière*.



précéder l'événement. Les risques des marchés dérivés en 1993 ; la fragilité des marchés financiers émergents en 1994 ; les défis du gouvernement d'entreprise en 1995 ; la crise du système financier japonais en 1996 ; les enjeux de l'information comptable en 1997. Qui dit mieux ? Aucun de ces numéros n'a pu, à lui seul, résoudre les problèmes qu'il s'était donné pour objectif de « décortiquer ». Mais peut-être, après tout, que ces crises ont eu lieu parce que trop peu de responsables de la finance mondiale ont lu la *Revue* à temps... Qui sait ?

Plus encore que sa capacité d'anticipation, le Conseil d'orientation de la *REF* peut s'enorgueillir de sa curiosité intellectuelle. Ce numéro consacré à l'écologie constitue à mes yeux un exemple de plus de la volonté de la *REF* d'accoster, dans le champs de la finance, sur des rives nouvelles. Les numéros 25 (Droit et finance), 50 (Le devenir des banques d'affaires), 51 (Le financement des infrastructures), 57 (Quelles places financières pour demain ?) et 59 (La titrisation) de la *Revue*, entre autres, témoignent de cette volonté d'aller au moins un peu plus loin dans la réflexion sur des thèmes d'économie financière que nous jugeons « en friche ».

Que le lecteur de ce billet éditorial ne se méprenne pas. La curiosité intellectuelle du Conseil d'orientation de la *REF* n'est en rien désintéressée. Grâce à l'élargissement des thèmes abordés par la *Revue*, c'est au renouvellement permanent de nos auteurs et donc de nos partenaires que nous œuvrons. Sur les 24 signatures de cette livraison, une dizaine d'auteurs n'avaient jamais écrit dans la *Revue*. Qu'ils se considèrent désormais et pour longtemps chez eux.

Reste à définir la manière dont le thème a été abordé. Pour être parfaitement honnête, il convient d'avouer que le mandat donné par le Conseil d'orientation au Comité de rédaction chargé de mettre en œuvre la politique éditoriale portait sur le « développement durable ». Le thème « Finance et développement durable » est apparu paradoxalement trop restrictif et trop flou pour donner lieu à un numéro spécial original et utile en cette veille du Sommet de Johannesburg.

Il a semblé au Comité de rédaction que, si l'on voulait traiter des conditions actuelles du développement futur de la planète, il faudrait non pas restreindre le thème du développement durable à l'environnement mais, au contraire, l'élargir. L'environnement est certes un débat majeur pour l'avenir de l'économie mondiale. Mais ne faudrait-il pas aussi aborder, pour définir un véritable cadre de réflexion pour les générations futures, l'éducation et la santé qui, dans la plupart des recherches centrées sur le développement durable aujourd'hui, passent au second plan ? Refusant de se lancer dans un numéro double voire triple, le Comité de rédaction a jugé plus prudent de s'en tenir aux aspects environnementaux. Tous les problèmes épistémologiques ne



s'en sont pas trouvés résolus pour autant. Car dès lors que l'on se « limitait » à l'environnement, le thème du développement durable nous est apparu trop imprécis.

En effet, l'environnement c'est quoi au juste ? Les conséquences environnementales de la croissance, cela peut avoir un impact, si l'on n'y prend pas garde, sur l'ensemble des disciplines de la Science économique (histoire de la Pensée mise à part, encore que...). Le comité de rédaction de la *Revue* n'a pas eu la prétention de forger une définition plus opérationnelle du développement durable, pas plus qu'il n'a eu la volonté de remettre en cause la pertinence de ce concept. Il lui a toutefois semblé préférable, pour ne pas mal étreindre, de ne pas trop embrasser.

Le thème traité dans cette livraison se borne ainsi à « Écologie et finance ». Sur ce créneau clairement délimité, la *REF* s'est voulue aussi complète et aussi opérationnelle que faire se peut. Aussi complète que possible en traitant de tous les sujets qui nous ont paru pertinents mais aussi et peut-être surtout en les faisant traiter par des spécialistes peu habitués, pour certains d'entre eux, à écrire dans des revues d'économie financière bien que leurs recherches croisent en permanence les voies, parfois sinueuses, de la finance. Aussi opérationnelle que possible parce que, ne nous voilons pas la face, Johannesburg nous est apparu comme une étape cruciale dans la structuration d'une nouvelle architecture économique mondiale. De ce point de vue, il nous a semblé que si la *Revue* pouvait, sans tomber dans le nombrilisme franco-français (ni même euro-européen), contribuer à préciser les enjeux de cette conférence pour notre pays (de même que pour l'Europe), elle aurait parfaitement rempli son rôle qui est de mettre la théorie financière au service de la décision politique. Fermez le ban et ouvrons maintenant les débats.